



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Acquisition d'un concasseur à mâchoires grande capacité et
prestations associées pour le site de Sèvres

Marché n° 2025-MAPA-27

Etablissement public du Mobilier national – Musée
national de céramique – Musée national Adrien
Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des
Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de
recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon
et du Puy-en-Velay
1 rue Berbier du Mets
75013 Paris

1	IDENTIFICATION ET PRÉSENTATION DES PARTIES	4
1.1	Identification du pouvoir adjudicateur	4
1.2	Présentation des Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national	4
1.3	Définition	4
1.4	Interlocuteurs des Manufactures nationales	4
1.5	Interlocuteurs désigné par le Titulaire	5
2	OBJET ET FORME DU MARCHÉ	5
2.1	Objet du marché	5
2.2	Allotissement	5
2.3	Durée et reconduction du marché	5
2.4	Forme et étendue du marché	5
2.5	Délai d'exécution	5
2.6	Adresse de livraison	6
2.7	Procédure	6
3	PIÈCES CONTRACTUELLES	6
4	MODALITÉS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	7
4.1	Changement dans la situation du Titulaire	7
4.2	Clause de réexamen	7
4.3	Modifications financières pour circonstances imprévisibles	8
4.4	Dispositions applicables en cas de sous-traitance	8
5	GARANTIE	9
6	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
6.1	Obligation de conseil et d'information	9
6.2	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	9
6.3	Confidentialité	10
7	CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES	10
8	CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	10
8.1	Préalable à la mise en ordre de marche	10
8.2	Installation et mise en ordre de marche	10
8.3	Vérification d'aptitude	11
8.4	Admission	11
8.5	Ajournement	11
8.6	Rejet	11
9	PÉNALITÉS	11
9.1	Modalités d'application des pénalités	11

9.2	Pénalités	12
10	ASSURANCES	12
11	REPARATION DES DOMMAGES.....	12
12	PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES.....	13
12.1	Forme des prix.....	13
12.2	Contenu des prix	13
12.3	Variation des prix.....	13
12.4	Mode de règlement.....	13
12.5	Factures.....	13
12.6	Modalités de règlement.....	14
12.7	T.V.A.....	14
12.8	Paiement sous-traitants et cotraitants	14
12.9	Clause de financement et de sûreté.....	15
12.9.1	Avance.....	15
12.9.2	Acomptes	15
12.9.3	Retenue de garantie	15
12.9.4	Cession ou nantissement.....	15
13	RÉSILIATION.....	15
13.1	Généralités.....	15
13.2	Résiliation pour faute.....	16
14	PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....	16
15	RÈGLEMENT AMIABLE ET PROCÉDURE EN CAS DE LITIGE.....	17
16	DÉROGATIONS AU CCAG-FCS.....	17

1 IDENTIFICATION ET PRÉSENTATION DES PARTIES

1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

Le présent marché est porté par et pour le Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay, ci-après désigné « l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national » ou « l'acheteur ».

Nom et adresse officiels de la personne publique :

Etablissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

1 rue Barbier du Mets - 75013 Paris

Téléphone : 01 44 08 52 00

1.2 Présentation des Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

Issues de la réunion du Mobilier national et de la Cité de la céramique - Sèvres & Limoges, les Manufactures nationales ont été créées le 1er janvier 2025 pour promouvoir l'excellence des savoir-faire français et mettre en valeur la richesse de ce patrimoine matériel et immatériel avec plus de 53 métiers d'art exercés au sein de ses manufactures et ateliers.

Unique au monde, ce nouveau pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d'art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d'art.

Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l'écosystème fragile des métiers d'art ; la valorisation du patrimoine ; le rayonnement international des savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d'histoire, il est constitué de : 2 musées (le musée national de céramique à Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché à Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture nationale de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay ; l'atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l'ameublement.

Résolument tourné vers les territoires, ce pôle public est implanté dans 8 départements : à Paris, dans les Hauts-de Seine (Sèvres), dans l'Hérault (Lodève), dans la Creuse (Aubusson), dans l'Orne (Alençon), en Haute-Loire (Puy-en-Velay), en Haute-Vienne (Limoges) et dans l'Oise (Beauvais).

1.3 Définition

Est entendu par « Titulaire » l'entreprise attributaire du marché, pour son propre compte ou en tant que mandataire d'un groupement d'entreprises.

1.4 Interlocuteurs des Manufactures nationales

Les interlocuteurs du pouvoir adjudicateur chargés du suivi de l'exécution des prestations sont :

- Fernand Vinhas, ingénieur production

- Jean-Paul Papalia, chef d'atelier

1.5 Interlocuteurs désigné par le Titulaire

Un interlocuteur unique sera désigné par le titulaire au représentant des Manufactures nationales. Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. En cas d'empêchement de l'interlocuteur affecté à l'exécution des prestations, le titulaire s'engage à le remplacer, après accord du pouvoir adjudicateur.

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement des Manufactures nationales. Il doit observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l'établissement.

2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché

Le marché a pour objet l'acquisition d'un concasseur à mâchoire grande capacité et prestations associées pour le site de Sèvres.

Le matériel sera dédié au concassage de matières sèches, dures et abrasives, principalement composées de quartz, feldspath et kaolin. La présence de silice rend ces matières particulièrement abrasives, ce qui exige un équipement spécifiquement conçu pour ce type de travail.

La description des prestations et leurs caractéristiques techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Il s'agit d'un marché de fournitures et services.

2.2 Allotissement

Le marché n'est pas alloti car il ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

2.3 Durée et reconduction du marché

Le marché débute à compter de la notification jusqu'au dernier jour de la garantie, qui est d'une durée minimum de 2 ans à partir de l'admission des prestations.

Le présent marché ne sera pas reconduit.

2.4 Forme et étendue du marché

Le marché prend la forme d'un marché à prix forfaitaire pour les prestations précisées dans le CCTP, et décrites dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), annexée à l'acte d'engagement (annexe n°1).

2.5 Délai d'exécution

Le matériel devra être livré, installé, et mis en marche dans un délai de 6 mois maximum à compter de la notification du marché.

2.6 Adresse de livraison

Le matériel sera livré, franco de port, au 4, grande rue à Sèvres (92310). Le transporteur doit être équipé (chariot, transpalette) pour amener l'outil sur palette jusqu'à l'atelier dédié (Moulin) à l'emplacement dédié.

2.7 Procédure

Le présent marché est passé sous la forme d'un marché ordinaire, selon une procédure adaptée en application de l'article R.2123-1 1° du code de la commande publique.

Le marché est inférieur à 90 000€ HT.

La présente consultation est une procédure ouverte. Les candidats sont invités à remettre simultanément leur dossier de candidature et leur offre avant l'heure et la date limite indiquées en page de garde du présent document.

3 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le présent marché est soumis aux dispositions du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes, propre à chaque lot :
 - Annexe n°1 : La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
 - Annexe n°2 : La(les) déclaration(s) de sous-traitance et agrément des conditions de paiement – DC4 (le cas échéant) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- Le cadre de réponse technique du Titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance, postérieurs à la notification du marché et les éventuels actes spéciaux modificatifs.

En cas de contradiction entre les pièces contractuelles, la documentation de rang supérieur prévaudra pour l'obligation en cause.

Toutes les conditions générales de vente ou autres mentions pouvant figurer dans la proposition commerciale transmise par le Titulaire à l'appui de son offre qui seraient contraires aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-dessus sont réputées non écrites.

Bien que non matériellement joint au marché, le CCAG-FCS est réputé parfaitement connu des parties. Le Titulaire ne peut pas se prévaloir de la méconnaissance des documents généraux contre les Manufactures nationales.

Seul l'exemplaire du marché détenu par les Manufactures nationales fait foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification du présent marché comprend une copie de l'acte d'engagement (et de ses annexes).

4 MODALITÉS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

4.1 Changement dans la situation du Titulaire

Le Titulaire informe sans délai les Manufactures nationales de tout changement de sa situation ayant pour effet de le placer dans un des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique.

Par ailleurs, le Titulaire communique immédiatement aux Manufactures nationales les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À sa nationalité ;
- À son domicile ou à son siège social ;
- Au montant de son capital social ;
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- À ses coordonnées bancaires.

Le Titulaire fait parvenir aux Manufactures nationales, par tout moyen permettant de garantir leur réception, le(s) document(s) justifiant de la modification. Cette modification est prise en compte par les Manufactures nationales dans un délai de trente (30) jours calendaires.

Dans le cas d'une nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire, ou du membre concerné en cas de groupement d'opérateurs économiques, le Titulaire doit produire l'ensemble des documents et renseignements suivants concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- Un relevé d'identité bancaire ;
- Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE faisant apparaître la fusion / absorption de la société correspondante ;
- Les attestations fiscales et sociales de la nouvelle entreprise ;
- La liste nominative salariés étrangers employés conformément à l'article D.8254-2 du code du travail ;
- L'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique ;
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de la nouvelle entreprise ;
- Le document de candidature identique à celui fourni dans le dossier de la consultation des entreprises lors de la mise en concurrence.

La cession du marché acceptée par les Manufactures nationales fait l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire.

4.2 Clause de réexamen

L'article 25 du CCAG-FCS s'applique.

4.3 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour les Manufactures nationales.

S'il envisage de modifier le marché pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, les Manufactures nationales se fondent sur les justifications financières précises que lui apporte le Titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

En cas d'acceptation de la demande par les Manufactures nationales, les modifications apportées aux prix ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, les Manufactures nationales et le Titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le Titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le Titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par le Mobilier national :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le Titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

4.4 Dispositions applicables en cas de sous-traitance

Le Titulaire se conforme strictement aux articles L.2193-1 à L.2193-9 et R.2193-1 à R.2193-9 du Code de la commande publique.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément des Manufactures nationales, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Les Manufactures nationales doivent accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de vingt-et-un (21) jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), les Manufactures nationales sont réputées avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant de l'accord-cadre. En cours d'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

5 GARANTIE

La garantie comprend la conformité technique des prestations telles que décrites au CCTP, la garantie de bon fonctionnement de l'installation, et la garantie du matériel, pour une durée de deux ans minimum.

Conformément à l'article 33 du CCAG FCS, les équipements sont garantis pièces, main d'œuvre et déplacement. Le point de départ est la date d'admission. Si la garantie constructeur est supérieure, elle s'appliquera.

Cette garantie couvre la totalité des prestations et inclut toutes les réparations nécessaires, voire le remplacement de certains éléments faisant partie intégrante du système ainsi que les opérations qui y sont liées, pour remédier aux éventuels défauts constatés.

La garantie comprend également les interventions demandées par la personne publique en cas de fonctionnement défectueux.

En cas de dysfonctionnement, le délai de prise en compte court de la saisine du titulaire par le représentant des Manufactures nationales jusqu'à l'établissement du diagnostic de panne soit : 72 heures maximum du lundi au vendredi de 8h à 17h.

Le titulaire a, à sa charge, le retrait et le transport aller et retour des équipements réparés ou remplacés.

En cas de défaillance du titulaire, le pouvoir adjudicateur pourra faire appel à un autre prestataire pour assurer les réparations nécessaires aux frais du titulaire. Le pouvoir adjudicateur sera en droit de remettre au prestataire intervenant à la place du titulaire défaillant dans le cadre et pendant la période de garantie, la documentation qui lui aura été remise par le titulaire afin que ce prestataire assure dans les meilleures conditions possibles les réparations nécessaires.

6 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1 Obligation de conseil et d'information

De manière générale, le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au devoir de conseil et d'information le plus étendu, lequel consiste notamment à informer sans délai le représentant des Manufactures nationales sur les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations, les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts des Manufactures nationales.

6.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le Titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité et dans le respect des normes relatives aux prestations objet du marché.

Le Titulaire doit respecter les dispositions en vigueur du Code du travail et toute autre disposition lui étant applicable, notamment s'agissant du travail en hauteur.

À ce titre, il doit observer les dispositions particulières de sécurité liées à la nature des opérations. Ces dispositions sont réputées avoir été prises en compte pour l'établissement de ses prix.

Le personnel du Titulaire doit disposer des vêtements de protection individuelle adaptés, notamment gants et chaussures de sécurité.

6.3 Confidentialité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse des Manufactures nationales, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. Les Manufactures nationales peuvent demander à tout moment au Titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentiels qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

7 CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Dans une volonté de prise en compte de la protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Le Titulaire doit prendre en compte, pour et dans l'exécution du marché, les actions suivantes :

- La mise à disposition de la documentation technique de préférence au format dématérialisé (format .pdf ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco-labellisés garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemple : label FCS, PEFC ou équivalents) ;
- La limitation de la production de déchets et leur optimisation en matière de gestion et de traçabilité ;
- La limitation des suremballages ;
- Le respect des règles de gestion et de traitement des déchets issus des prestations.

8 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 Préalable à la mise en ordre de marche

Un contrôle du matériel sera réalisé à la livraison afin de vérifier la conformité de la commande et l'absence d'éventuels dommages dus au transport.

Les contrôles de mise en service seront effectués au moment de l'installation dans les conditions de fonctionnement des Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national.

8.2 Installation et mise en ordre de marche

La mise en ordre de marche constituera un préalable aux opérations de vérifications.

L'installation et la mise en ordre de marche seront effectuées par le titulaire, sous sa responsabilité et sans supplément de prix, à une date fixée d'un commun accord avec les Manufactures nationales.

L'installation et la mise en ordre de marche seront notifiées par le titulaire, par courrier électronique, au représentant des Manufactures nationales, qui en accusera réception.

8.3 Vérification d'aptitude

La vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche. Elle a pour objet de constater que l'équipement livré sera capable de fournir un niveau de qualité de service suffisant dans diverses conditions d'exploitation, ceci conformément aux spécifications fonctionnelles applicables et prescriptions techniques telles que décrites dans le CCTP.

La phase de vérification d'aptitude intègre également la formation prévue à l'article 3.2 du CCTP.

La phase de vérification d'aptitude est de 30 jours à compter de la date de notification de l'écrit par lequel le titulaire informe l'acheteur que les prestations sont prêtes à être vérifiées.

Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour notifier ensuite sa décision, par courrier électronique, est de 15 jours maximum. En l'absence de réponse, l'admission est réputée acquise.

Si le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prend une décision d'ajournement ou de rejet, selon les articles 8.5 et 8.6 du présent CCAP.

Si la décision de vérification d'aptitude est positive, l'acheteur prend une décision d'admission des prestations.

8.4 Admission

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété à la personne publique et constitue le point de départ de la période de garantie.

8.5 Ajournement

Par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS, lorsque les Manufactures nationales estiment que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau aux Manufactures nationales les prestations mises au point, dans le délai indiqué par ce dernier, à compter de la notification par courriel de la décision d'ajournement. Le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans le délai précisé par le pouvoir adjudicateur. En cas de refus du Titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter. Le silence du Titulaire au-delà du délai indiqué au Titulaire dans la décision initiale d'ajournement vaut décision de rejet des prestations.

8.6 Rejet

Lorsque les Manufactures nationales estiment que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le Titulaire ait été mis à même de présenter ses observations. Conformément à l'article 30.4.2 du CCAG-FCS, en cas de rejet, le Titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

9 PÉNALITÉS

9.1 Modalités d'application des pénalités

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application

de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment, la possibilité de refuser la prestation réalisée par le Titulaire, et d'en prescrire la réfection totale ou partielle aux frais du Titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

9.2 Pénalités

Le manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à l'application des pénalités de retard suivantes :

Il est dérogé à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS :

- En cas de retard imputable au Titulaire dans l'exécution des prestations, par rapport aux délais d'exécution précisés à l'article 2.5 du CCTP, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 € par jour de retard.
- En cas de retard imputable au Titulaire dans la prise en compte d'un dysfonctionnement constaté sur l'appareillage dans le cadre de la garantie, c'est-à-dire si le diagnostic de panne n'est pas établi dans le délai indiqué à l'article 5 du présent CCAP, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 € par jour de retard.

10 ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Mobilier national et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le Titulaire doit, dans le délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, transmettre aux Manufactures nationales une attestation d'assurance indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Les garanties dont le Titulaire bénéficie doivent être suffisantes au regard de l'objet du marché.

Le Titulaire transmettra cette attestation tous les ans et ce, jusqu'à l'échéance du marché.

Le Titulaire s'engage à informer expressément les Manufactures nationales de toute modification de son contrat d'assurance.

11 REPARATION DES DOMMAGES

Conformément à l'article 8 du CCAG-FCS, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Titulaire par les Manufactures nationales, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge des Manufactures nationales.

Tant que les fournitures restent la propriété du Titulaire, celui-ci est, sauf faute des Manufactures nationales, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues.

Le Titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

12 PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

12.1 Forme des prix

Le marché est conclu à prix forfaitaire pour les prestations précisées dans le CCTP, et décrites dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, annexée à l'acte d'engagement (annexe n°1).

12.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels, transport et sujétions du Titulaire.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont notamment réputés inclure :

- L'organisation et la coordination des prestations,
- Le suivi contractuel.

Les prix comprennent au maximum deux chiffres après la virgule.

12.3 Variation des prix

Les prix du marché sont fermes et établis sur la base des conditions économiques en vigueur au M0 (mois de remise des offres).

12.4 Mode de règlement

Le mode de règlement imposé par les Manufactures nationales est le virement administratif.

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique, selon la réglementation en vigueur.

12.5 Factures

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le Titulaire et après constatation du service fait (partiel ou total) par les Manufactures nationales.

Les factures doivent être libellées à :

Établissement public des Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

1 rue Berbier du Mets

75013 Paris

Les factures, à en-tête de l'entreprise émettrice, doivent indiquer, outre la date et le numéro d'identification :

- La référence précise du marché : **marché n°2025-MAPA-27** ;
- La date de notification du marché ;
- Le nom ou la raison sociale et adresse des parties ;
- Le numéro d'inscription au Registre du commerce et des sociétés ou au Répertoire des métiers ;
- Le numéro de SIRET ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire, tel qu'il est précisé dans le cadre du marché ;
- Le détail des prestations réalisées ;
- Les prix hors TVA, le montant de TVA et son taux, les prix TTC, si le Titulaire est assujéti à la TVA ou le montant net si le Titulaire n'y est pas assujéti.

Sont déduites au montant, le cas échéant, les pénalités prévues à l'article 9 du présent CCAP.

Le Comptable assignataire des Manufactures nationales se réserve le droit de renvoyer au Titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions ou d'effectuer une suspension de paiement par manque de pièces qui doivent accompagner la facture.

12.6 Modalités de règlement

Les factures sont envoyées via le portail Chorus Pro.

Le code SIRET des Manufactures nationales est le suivant : 939 106 274 00011.

Délais de paiement

Les sommes dues sont payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt en vigueur de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne (BCE) majoré de huit (8) points.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant des Manufactures nationales constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

12.7 T.V.A.

Le montant des règlements est calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur.

12.8 Paiement sous-traitants et cotraitants

L'acte spécial de sous-traitance indique les sommes qui seront réglées aux sous-traitants.

NB : Dans le cas où la sous-traitance est déclarée lors de la remise de l'offre, l'annexe n°2 à l'acte d'engagement devra également indiquer les sommes qui seront réglées respectivement au Titulaire et à ses sous-traitants éventuels, ayant droit au paiement direct.

Les modalités et la procédure de paiement direct sont définies aux articles R.2193-10 et suivants du Code de la commande publique.

Également, en cas de groupement momentané d'entreprises faisant l'objet de paiements séparés, le Titulaire mandataire du groupement fait parvenir les factures du cotraitant qu'il aura préalablement validées.

12.9 Clause de financement et de sûreté

12.9.1 Avance

Conformément aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique, il peut être ouvert droit à une avance. Les conditions et les modalités définies aux articles R.2191-6 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant 30% pour les petites et moyennes entreprises.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

12.9.2 Acomptes

Le règlement du prix s'effectue par acomptes versés selon l'échéancier suivant :

- Acompte de 40 % du montant total stipulé à l'acte d'engagement, à l'issue de la mise en ordre de marche,
- Solde de 60% du montant total stipulé à l'acte d'engagement, après admission des prestations.

12.9.3 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie n'est appliquée dans le cadre de ce marché.

12.9.4 Cession ou nantissement

Sur demande expresse du Titulaire, il lui sera remis une copie de l'original de l'acte d'engagement certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

La cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

13 RÉSILIATION

13.1 Généralités

Les Manufactures nationales ont la faculté de résilier le présent marché avant son achèvement, sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités :

- Soit pour événements extérieurs au marché, dans les conditions mentionnées à l'article 39 du CCAG-FCS,
- Soit pour événements liés aux marchés dans les conditions mentionnées à l'article 40 du CCAG-FCS,
- Soit pour faute du Titulaire dans les conditions mentionnées à l'article 41 du CCAG-FCS et des cas complémentaires indiqués ci-dessous,
- Soit pour motif d'intérêt général dans les conditions mentionnées à l'article 42 du CCAG-FCS.

Les Manufactures nationales peuvent être amenées à faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

13.2 Résiliation pour faute

En complément des dispositions de l'article 41 du CCAG-FCS et sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités, les Manufactures nationales peuvent résilier le présent marché, pour faute (résiliation simple) ou aux torts exclusifs du Titulaire (résiliation avec exécution à ses frais et risques) sans indemnisation dans les cas suivants :

- Si le Titulaire n'accomplit pas les diligences nécessaires à l'exercice de sa mission ;
- Si le Titulaire déclare ne plus pouvoir exécuter ses engagements ;
- Lorsque le Titulaire s'est livré, à l'occasion des prestations, à des actes frauduleux, portant sur la nature, la qualité ou la quantité desdites prestations ;
- En cas de retard significatif ;
- En cas de non-respect répété des obligations et/ou prestations telles que définies dans les documents contractuels.

La résiliation pour faute est précédée d'une mise en demeure préalable, adressée par courrier recommandé avec avis d'admission et restée infructueuse après un délai de dix (10) jours calendaires à compter de sa réception par le Titulaire.

14 PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Les Manufactures nationales et le Titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché public et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par les Manufactures nationales, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données des Manufactures nationales dont les coordonnées seront transmises à la notification du marché.

Pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) et dont les coordonnées sont communiquées aux Manufactures nationales à la notification du marché.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, les Manufactures nationales et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché.

15 RÈGLEMENT AMIABLE ET PROCÉDURE EN CAS DE LITIGE

Les Manufactures nationales et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché.

L'article 46 du CCAG-FCS s'applique.

Tout litige né de l'exécution du présent marché et à défaut d'accord amiable, relève du droit français et de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Paris :

7 rue de Jouy
75181 PARIS (France) Cedex 04

16 DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations au CCAG-FCS sont récapitulées dans le tableau figurant ci-dessous :

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS
Article 3	Articles 4.1 et 4.2.1
Article 8.5	Article 30.2.1
Article 9.1	Articles 14.1.1
Article 9.2.1	Articles 14.1.1 et 14.1.2

***** Fin du document *****